

## Qui a pris l'initiative d'en finir avec Écophyto : la FNSEA ou l'État ?

Le 24/02/2024

@ Le Jardin vivant & Christophe Gatineau

Tous droits réservés, reproduction interdite.

[lejardinvivant.fr@gmail.com](mailto:lejardinvivant.fr@gmail.com)

Entrons directement dans le vif sujet. Le 1<sup>er</sup> février dernier, le président de la FNSEA demandait la levée du siège de Paris suite à l'annonce du gouvernement de suspendre le plan Écophyto de réduction des pesticides. Or, un an avant, le 27 février 2023, lors du dernier Salon International de l'Agriculture, madame la Première ministre avait déjà prononcé l'éloge funèbre d'Écophyto : « Je veux être claire : en matière de produits phytosanitaires, nous respecterons désormais le cadre européen et rien que le cadre européen...<sup>1</sup> »

Et le 21 février 2024, le Premier ministre Gabriel Attal annonce l'abandon du NoDU, l'outil français de suivi de l'usage des pesticides, au profit de l'outil européen soutenu par la FNSEA et les fabricants de pesticides ! Un outil taillé sur mesure pour ces derniers, puisqu'une augmentation des ventes de pesticides peut se traduire comme une diminution... Certes, une diminution virtuelle, les chiffres étant pondérés par la dangerosité des produits. À l'instar du glyphosate qui est considéré par l'Union européenne comme une substance peu dangereuse : « l'impact du glyphosate sur la santé humaine, la santé animale et l'environnement n'a pas révélé de sujet de préoccupation critique. » ([source](#))

Pour rappel, le glyphosate a fait l'objet de 9 535 études scientifiques selon le [Web of Science](#), une majorité écrasante est sans appel sur sa toxicité, mais l'UE a préféré retenir que le glyphosate est presque inoffensif pour la biodiversité et la santé humaine.

### **Le cadre européen est plus permissif**

Par exemple, il ne prend pas en compte les riverains lors des épandages de pesticides. Il permet aussi d'éloigner les opposants et les ONG environnementalistes de la prise de décision, ce qui n'est pas rien. Et enfin, les décisions ne sont plus scientifiques, comme en France, mais politiques. Ce qui laisse un champ d'action considérable aux lobbyistes pour influencer les lois en leur faveur.

Tous secteurs confondus, ils sont 50 000<sup>2</sup> influenceurs contre 705 députés européens. Soit un rapport de frappe de 70 pour 1 ! Et pour illustrer leur puissance de feu, bien que les Commissions Agriculture et Environnement du Parlement européen à Strasbourg aient validé un texte visant à réduire l'usage des pesticides de 50 % d'ici 2030, l'Union européenne l'a rejeté (jeté à la poubelle) le 23 octobre 2023, une semaine après avoir réautorisé le glyphosate pour 10 ans.

### **En France, c'est la science qui décide !**

Jusqu'alors, les politiques n'avaient pas la main sur la décision. C'est l'ANSES, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, un établissement public

---

<sup>1</sup> <https://www.banquedesterritoires.fr/pesticides-elisabeth-borne-dresse-les-contours-du-futur-plan-ecophyto-2030>

<sup>2</sup> <https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/287735-lobbying-quels-dispositifs-dencadrement-dans-lue>

reconnu mondialement pour ses expertises, qui décide d'autoriser ou retirer un pesticide du marché ([source](#)). Au niveau de l'UE, ce sont les députés !

Et si, au mois de janvier dernier, pour l'immense majorité des agriculteurs sur les barrages, la première motivation était (à juste titre) leur rémunération, en dehors d'aides ponctuelles, rien de cela parmi les premières mesures d'urgence réclamées à l'État par le président de la FNSEA pour sortir de la crise. L'urgence était de « désarmer » la police de l'environnement pour réduire ses agents à de simples conseillers pédagogiques ! Pourquoi ? Parce qu'ils sont habilités à verbaliser les agriculteurs qui ne respectent pas la législation sur les pesticides... L'urgence était de supprimer le plan Écophyto, l'urgence était de supprimer des distances de sécurité qui protègent les riverains et les cours d'eau des pesticides, l'urgence était de placer l'ANSES sous l'autorité du pouvoir politique.

Mais voilà, ces propos ont déjà été tenus par le ministre de l'Agriculture l'année dernière : « Je ne serai pas le ministre qui abandonnera des décisions stratégiques pour notre souveraineté alimentaire à la seule appréciation d'une Agence. » C'était le 30 mars 2023, lors du 77<sup>e</sup> congrès annuel de la FNSEA à Angers, où le ministre avait été ovationné pour cette prise de position contre nature ! L'Agence en question, c'était l'ANSES, un établissement public. Force est de constater que la FNSEA a repris le discours du ministre de l'Agriculture et non l'inverse.

Le 18 février 2024, le ministre remet le couvert dans Questions politiques sur Franceinfo : « Il n'y a pas un secteur de l'activité économique qui sache faire sans produits chimiques. La question des pesticides, c'est : est-ce qu'il y a un risque ou pas. » Selon le ministre, nous ne saurions pas faire d'agriculture sans produits chimiques ! Et, risque ou pas, si tout le monde en utilise, pourquoi pas les agriculteurs ! Les agriculteurs ont le dos large car, dans l'ombre, les enjeux économiques sont considérables. L'industrie des pesticides représente en France 6 000 emplois et près de 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires. 19 multinationales (aucune n'est française) contrôlent 96 % du marché et elles sont soutenues par un puissant syndicat lourdement doté pour défendre leurs intérêts ([source](#)). Un syndicat contraint d'agir en sous-marin, puisque les décisions sont scientifiques, mais qui a les coudées franches au niveau européen.

### **Écophyto a coûté des milliards aux contribuables**

Dans un document de la Cour des Comptes, signé par le Premier ministre et publié le 27 novembre 2019, on apprend que l'usage des pesticides a « progressé de 12 % entre 2009 et 2016. » ([source](#)) On apprend également que la France est le 2<sup>e</sup> consommateur européen de pesticides derrière l'Espagne et devant l'Italie. Et pour 2018, le coût est estimé à 400 millions d'euros, 643 M€ en 2019 ([source](#)), la Cour estimant « à environ 400 M€ en hypothèse basse les crédits annuellement dédiés à cette politique... »

En résumé, lancé en 2007 par le Président Sarkozy avec l'aval de la FNSEA... Écophyto est né en 2008 du Grenelle de l'environnement. Il a coûté 6 milliards d'euros et il n'a jamais permis de réduire l'usage des pesticides, mais de les augmenter ! Ainsi, au lieu de tergiverser sur Écophyto, il serait tellement plus simple de revoir le protocole d'homologation des pesticides, qui est obsolète, afin de les sécuriser en amont, plutôt que de compter les morts en aval !